

ensemble
tout devient-il
possible ?



MOI AUSSI, Je veux un contrat à 9.500 € nets par mois !

M. le Président
de la République Française
Palais de l'Élysée
55 rue du Faubourg St Honoré
75008 PARIS

M. le Président,

J'ai l'honneur d'attirer votre attention sur ma candidature au poste de chargé(e) de mission à 9.500 euros nets par mois.

Actuellement en _____* je pensais faire des études, mais avec l'augmentation du nombre d'élèves par classe et la dégradation des conditions d'études dans les universités je ne sais pas si j'y arriverai ...

Je me destinais à devenir professeur mais vous avez décidé cette année de supprimer 16 000 postes dans l'Education Nationale ce qui ne m'aidera pas à accomplir ma vocation ...

Je voulais, par la suite, devenir juge mais vous avez fermé 168 tribunaux et vous envisagez aussi de supprimer le juge d'instruction ...

Je souhaitais alors devenir infirmier(e) mais vos suppressions massives d'emplois dans la fonction publique hospitalière et votre décision de ne remplacer qu'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite m'ont refroidi ...

Alors, j'ai voulu devenir facteur, conducteur de train ou agent EDF ! Mais vous allez privatiser ces entreprises avec à la clé, on le sait, des licenciements massifs.

J'ai pensé me réfugier dans la culture ou le sport mais votre réforme territoriale prévoit d'asphyxier les collectivités locales ce qui étranglera le sport autant que la culture.

Que faire ? Un autre métier ? Me tourner vers l'industrie ? L'artisanat ? Le bâtiment ? Technicien dans l'automobile, agent technique, agent de production dans une usine, travailler de mes mains ? Oui. Mais avec quelle perspective ? Jusqu'à 62 ? 63 ? Voire 67 ans comme vos amis libéraux européens le prônent, pour une retraite de misère dont je ne profiterais pas ?

Comme vous pouvez le constater, M. le Président, dans l'état où vous avez mis la France, je n'ai pas d'autre choix que de postuler à l'un de vos postes de chargé(e) de mission à 9.500 € nets par mois.

Sans doute qu'avec cette place, bien rémunérée et plus calme, j'aurai moins recours aux médicaments que vous déremboursez en grand nombre.

Dans l'attente de votre réponse qui sera, je n'en doute pas, positive pour le bien de la France, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes respectueuses salutations.

M./Mlle _____ contact : _____